


# Procédure file

Informations de base		
CNS - Procédure de consultation Décision	<a href="#">1991/1261(CNS)</a>	Procédure terminée
Accord de coopération et d'union douanière CEE/Saint Marin et protocole		
Voir aussi <a href="#">2004/0083(CNS)</a> Voir aussi <a href="#">2013/0273(NLE)</a>		
Sujet 2.10.01 Union douanière, franchises, transit communautaire 6.40.05.01 Relations avec les pays d'Europe méridionale		
Zone géographique Saint-Marin		

Acteurs principaux			
Parlement européen			
Conseil de l'Union européenne	Formation du Conseil <a href="#">Justice et affaires intérieures(JAI)</a>	Réunion <a href="#">2411</a>	Date 28/02/2002

Evénements clés			
04/11/1991	Publication de la proposition législative initiale	COM(1991)0429	
09/12/1991	Publication de la proposition législative	<a href="#">09541/1991</a>	Résumé
10/02/1992	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
23/03/1992	Vote en commission		
23/03/1992	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique	A3-0114/1992	
07/07/1992	Débat en plénière		
09/07/1992	Décision du Parlement	T3-0463/1992	Résumé
28/02/2002	Adoption de l'acte par le Conseil suite à la consultation du Parlement		
28/02/2002	Fin de la procédure au Parlement		
28/03/2002	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
Référence de procédure	1991/1261(CNS)
Type de procédure	CNS - Procédure de consultation



Sous-type de procédure	Accord international
Instrument législatif	Décision
	Voir aussi <a href="#">2004/0083(CNS)</a> Voir aussi <a href="#">2013/0273(NLE)</a>
Base juridique	Traité CE (après Amsterdam) EC 133; Traité CE (après Amsterdam) EC 300-p3-a1; Traité CE (après Amsterdam) EC 300-p2
Etape de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission parlementaire	RELA/3/03396

## Portail de documentation

Proposition législative initiale		COM(1991)0429 <a href="#">JO C 302 22.11.1991, p. 0010</a>	04/11/1991	EC	
Document de base législatif		<a href="#">09541/1991</a>	09/12/1991	CSL	Résumé
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		A3-0114/1992 <a href="#">JO C 125 18.05.1992, p. 0008</a>	23/03/1992	EP	
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		T3-0463/1992 <a href="#">JO C 241 21.09.1992, p. 0139-0169</a>	09/07/1992	EP	Résumé

## Acte final

[Décision 2002/245](#)  
[JO L 084 28.03.2002, p. 0041](#) Résumé

## Accord de coopération et d'union douanière CEE/Saint Marin et protocole

Cette proposition de décision vise à conclure un accord sous forme d'échange de lettres entre la CEE et la République de Saint-Marin. Cet accord institue : - une union douanière entre les deux parties s'appliquant à tous les produits relevant des chapitres 1 à 97 du Tarif Douanier Commun (TDC), à l'exception des produits visés par le Traité CECA. Cette union douanière comporte l'exemption de tout droit à l'importation et à l'exportation entre les parties, sous réserve d'une taxe à l'importation actuellement appliquée par St-Marin. Elle comporte également l'interdiction de toute restriction quantitative ou mesure d'effet équivalent dans les échanges entre St-Marin et la Communauté. Vis-à-vis des pays non membres de la Communauté, St-Marin appliquera le TDC, les dispositions nécessaires au bon fonctionnement de l'union douanière, les dispositions de la politique commerciale commune de la CEE ainsi que les réglementations agricoles en matière d'échanges (à l'exception des restitutions et des montants compensatoires accordés à l'exportation); - une coopération élargie entre les parties qui couvre divers secteurs notamment l'industrie et les services, l'environnement, le tourisme et la culture. - un volet social qui prévoit, dans les conditions prévues par l'Accord, le principe de l'égalité de traitement entre les travailleurs san marinais et communautaires en ce qui concerne les conditions de travail et la rémunération ainsi que dans le domaine de la sécurité sociale; - diverses déclarations concernant des domaines tels que les transports, les échanges d'étudiants et de professeurs, les services, la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale, les titres de formation, la réglementation technique. Un Comité de coopération, chargé de la gestion de cet Accord a également été institué.?

## Accord de coopération et d'union douanière CEE/Saint Marin et protocole

Le rapporteur, M. Giorgio ROSSETTI (GUE, I), rappelle que Saint-Marin est la plus petite et la plus ancienne République d'Europe. C'est en fait une enclave en territoire italien. Depuis 1988, elle a adhéré au Conseil de l'Europe et récemment elle a demandé à bénéficier d'un accord de coopération et d'union douanière avec la Communauté économique européenne. Seront particulièrement renforcés les domaines de la coopération culturelle et touristique. Le commissaire SCHMIDHUBER se réjouit pour sa part de la recommandation de ratification de cet accord avec Saint-Marin. En adoptant le rapport de M. Giorgio ROSSETTI (GUE, I), le Parlement approuve les conclusions de l'accord de coopération et d'union douanière passé entre la Communauté et la république de Saint-Marin. Celle-ci est la plus petite et la plus ancienne république du monde autonome depuis le 11ème siècle. Ses trois ressources sont l'agriculture, les carrières de pierres et l'industrie. Mais la véritable source de revenus de ce pays est le tourisme.?

## Accord de coopération et d'union douanière CEE/Saint Marin et protocole

Le Conseil a adopté la décision 2002/245/CE concernant la conclusion de l'accord de coopération et d'union douanière entre la Communauté



et la République de Saint-Marin et du protocole audit accord à la suite de l'élargissement ayant pris effet le 1er janvier 1995.?